

RUSSIE L'APRÈS CRISE

Avec 146 millions d'habitants, la Russie consomme moins de viande porcine que la France, pourtant 2,5 fois moins peuplée. L'importation assure un quart des besoins du pays.

Malgré la crise, l'année 1999 a connu un record d'achats extérieurs, du fait des aides internationales mises en place. Après un retour à une demande plus réduite en 2000, les courants commerciaux devraient s'activer ultérieurement, au rythme de l'évolution de l'économie russe.

Avant 1990, l'URSS était un gros importateur de céréales, graines de soja et tourteaux. Le développement des productions animales nécessitait plus de matières premières que l'agriculture n'en pouvait fournir.

Le tournant politique des années 90 a fait chuter de moitié la production carnée russe. Les importations annuelles de céréales se réduisent désormais à quelques millions de tonnes, tandis que les achats de viandes et autres produits à forte valeur (viandes transformées, fruits, boissons...) se sont développés, pour satisfaire les besoins du pays.

Nécessaire importation

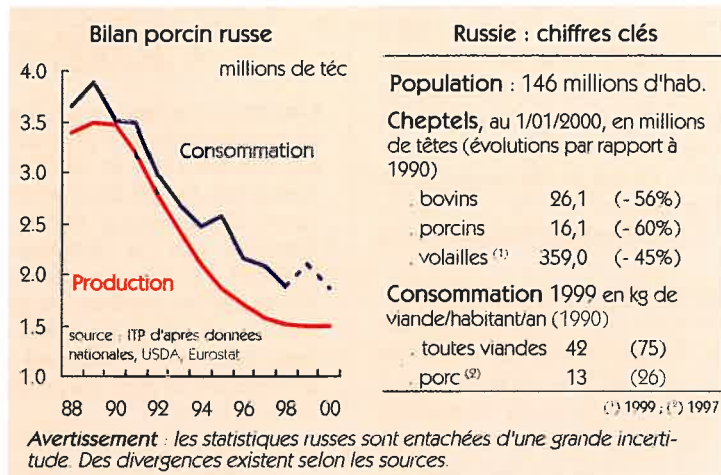
En 1997, les importations totales de viandes ont atteint 2,5 millions de tonnes. Cette même année, 20 à 25% de la consommation de boeuf et de porc dépendaient de l'extérieur, tandis que les deux tiers des volailles consommées étaient importées.

La crise financière d'août 1998 s'est

traduite par une dévaluation du rouble de 40%, qui a renchéri le coût de tous les produits importés, en même temps que se détériorait le pouvoir d'achat du consommateur. Durant le second semestre 1998, les ventes de viandes à la Russie ont fortement chuté, mouvement qui s'est poursuivi au début de l'année suivante.

1999 se révélera exceptionnelle pour les échanges porcins, du fait de l'aide alimentaire apportée par l'UE (60 000 tonnes de produits porcins au cours de l'hiver 1998/99), et de l'importance des restitutions accordées, dont une bonne part a été majorée spécialement pour la Russie, jusqu'en septembre. Au total, les tonnages de viande et produits transformés porcins vendus par l'UE à la Russie en 1999 ont largement dépassé ceux des années précédentes, établissant un record à 553 000 tonnes.

Le débouché russe est important pour l'UE puisqu'il a absorbé un tiers des exportations destinées aux pays tiers en 1999. 83% des



tonnages vendus l'ont été sous forme de viande, proportion qui a doublé par rapport aux années précédentes. Les bas prix du porc, l'aide alimentaire et la super-restitution ont largement contribué à ce développement. La diversification de la demande russe vers des produits de meilleure qualité explique le reste, comme en témoigne l'évolution des ventes au 1^{er} semestre 1998, juste avant la crise. En 1999, la part des saucisses a régressé à 7% alors qu'elles ont longtemps représenté un tiers des achats russes (saucisses à forte teneur en gras). Trois pays se sont partagés les deux tiers des fournitures. La France domine d'une courte tête avec 26% du total de l'UE. 73% de nos ventes ont lieu en viandes et 16% sous forme de saucisses. Pour ces dernières la fourniture française couvre 63% des achats russes. L'Allemagne suit de près, à 25%, profitant de sa proximité géographique et des liens historiques entre sa partie est et les pays de l'ex-URSS. Le Danemark est troisième avec 18%.

La Russie est un débouché important pour les filières porcines françaises : en 1999 elle était notre premier client, pour un quart de nos exportations.

Perspectives d'après 2000

L'an 2000 va marquer un retour des importations à leur niveau d'avant 1999.

Au delà, une reprise des achats devrait avoir lieu, au rythme de la remise à flot de l'économie russe. La consommation carnée est sensible au revenu : la première manifestation de la crise a été la chute des achats de viandes, alors que les consommations de pain, pommes de terre et sucre se sont maintenues. La consommation carnée

est tombée en 1999 aux alentours de 42 kg toutes viandes par habitant (contre 48 en 1998), alors que les recommandations sanitaires internationales sont de 80 kg minimum. C'était le niveau qui prévalait en Russie en 1990 (75 kg par personne).

L'approvisionnement alimentaire s'est particulièrement détérioré ces dernières années par les deux récoltes céréalières catastrophiques de 1998 et 1999, qui ont justifié le déclenchement de l'aide internationale.

Aujourd'hui, la chute des cheptels, - 50% depuis 1990, paraît stabilisée. La hausse du prix des produits importés a relancé la production indigène. L'agriculture privée gagne des parts de marché sur les grandes fermes d'état. Un tiers de ces dernières ont fermé leurs portes depuis 1990 dans le secteur porcin (23 sur 64). La perspective d'une bonne récolte céréalière cette année a provoqué une hausse du cheptel porcin de 2% à la mi 2000.

Il est admis cependant qu'en l'absence d'une réforme du code de la propriété, l'agriculture ne connaîtra pas de développements significatifs au cours des prochaines années. Dans ces conditions, toute remontée du pouvoir d'achat du consommateur se traduira par une hausse de la demande en viande, qui ne peut être satisfaite que par un recours accru à l'importation. D'ores et déjà une demande active se manifeste auprès des fournisseurs étrangers. Avec une double difficulté : d'une part, le niveau des prix doit être bas du fait de la situation économique difficile. Annulées depuis juin 2000, les restitutions au départ de l'Union européenne sont toujours nécessaires. D'autre part, la couverture des risques d'impayés provoque des délais.

